

Affaires courantes

LA JUSTICE

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Je vous remercie, monsieur le Président. Conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter de nombreuses pétitions qui portent la signature de centaines de Canadiens et qui viendront s'ajouter à celles qui ont déjà été présentées.

Les pétitionnaires estiment que notre système de justice pénale comporte de graves lacunes. Il existe de nombreuses personnes vulnérables qui sont très mal protégées dans le cadre du système actuel. C'est particulièrement le cas des femmes, des enfants et des personnes handicapées.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de reconnaître que les délits avec violence perpétrés contre une personne sont graves et odieux pour la société et ils lui demandent de modifier le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle.

LA YOUGOSLAVIE

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de quelque 300 Canadiens inquiets du massacre qui a présentement lieu en Yougoslavie. Ils demandent au Parlement de traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité et de reconnaître sans tarder la Croatie et la Slovénie à titre d'États indépendants.

• (1250)

Les pétitionnaires sont des citoyens de Burlington, de Hamilton, de Guelph, de Kitchener, de London, de Rexdale, de Toronto, de Mississauga, de Woodbridge, d'Etobicoke, de Downsview et de Richmond Hill.

Ils reconnaissent aussi, par la même occasion, les efforts que le très honorable premier ministre du Canada, Brian Mulroney, a déployés, ainsi que les démarches qu'il a faites auprès du Conseil de sécurité afin que les Nations Unies interviennent dans la guerre civile en Yougoslavie et qu'elles y envoient des forces de maintien de la paix afin d'empêcher la poursuite du massacre dans ce conflit tragique.

TIMOR ORIENTAL

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plusieurs centaines de Canadiens de l'île de Vancouver, du sud-ouest de la Colombie-Britannique et de diverses localités de l'Ontario. Je suis certain que ces gens ont été choqués de voir la secrétaire d'État aux Affaires extérieures approuver de fait l'occupation illéga-

le et brutale du Timor oriental par l'Indonésie. Ils prient instamment le Parlement de condamner l'occupation militaire du Timor oriental par l'Indonésie, de condamner le génocide dont les habitants du Timor oriental sont victimes, d'appuyer publiquement le droit de ce gens de déterminer leur propre destinée par voie de référendum ou d'élections libres et de défendre cette cause aux Nations Unies et auprès de toutes les autres instances internationales.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition au gouvernement au nom d'un certain nombre d'électeurs de la circonscription d'Okanagan—Shuswap. Ces gens s'inquiètent beaucoup du fait que la société Multinational Resources vient d'annoncer son intention d'ériger un barrage sur la rivière Thompson-Nord, en Colombie-Britannique, pour la détourner vers la Californie.

Ils demandent au gouvernement fédéral de déclarer catégoriquement qu'il ne permettra pas que nos rivières soient détournées vers les États-Unis au moyen de barrages. Ils craignent que les dispositions de l'Accord de libre-échange n'obligent le Canada à continuer d'exporter de l'eau aux États-Unis, et cela les inquiète énormément.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Sur un autre sujet, monsieur le Président, un certain nombre d'électeurs d'Okanagan—Shuswap sont très inquiets de l'intention du gouvernement de réduire les services de la GRC d'un bout à l'autre du Canada. Ils exhortent le gouvernement à réexaminer sa décision de forcer les provinces à accroître les fonds qu'ils versent à la GRC et de retirer essentiellement le financement fédéral.

Je sais que certaines mesures ont été prises à cet égard tout récemment, mais je crois que le fait de présenter ces pétitions à ce moment-ci fait ressortir le sentiment très fort qu'ont les habitants de la circonscription d'Okanagan—Shuswap à l'égard de la GRC et des services qu'elle offre.

LA MARINE MARCHANDE

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition venant de marins de la marine marchande qui rappellent au Parlement la contribution cruciale des équipages de la marine marchande au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont contribué à la victoire des forces alliées. Les pétitionnaires signalent aussi que ces marins ont pris de grands risques pour accomplir leur travail. Beaucoup ont perdu la vie ou ont été blessés.